



**AFRO**  
**BAROMETER** 1999-2019  
20 ans à donner la parole aux Africains

# Démocratie en Côte d'Ivoire: Mythe ou réalité?

Par Pétanhangui Arnaud Yéo, Kaphalo Ségorbah Silwé, et Joseph Koné

Document de Politique No. 64 d'Afrobarometer | Mai 2020

## Introduction

La démocratie est un mode de gouvernance par lequel le peuple décide de dessiner son avenir. Elle incarne ainsi l'expression de la reconnaissance de l'État de droit et des droits de l'homme. Depuis les années 1990, les états africains ont massivement adhéré à ce modèle de gouvernance, et l'Union Africaine (2007) continue d'inviter ses membres à le promouvoir sur le continent à travers la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections, et de la Gouvernance.

Néanmoins, dans de nombreux pays africains, le processus de mise en œuvre de la gouvernance démocratique a été confronté à plusieurs obstacles, au rang desquels les entorses aux libertés individuelles et collectives, à la transparence et l'équité des élections, et à l'égalité des chances devant la loi, pour ne citer que ceux-ci.

Le cas de la Côte d'Ivoire nous interpelle à ce sujet. Bien qu'il s'avère que les populations ivoiriennes manifestent une forte aspiration à la démocratie, en témoigne les luttes menées pour accéder à l'indépendance en 1960 et au multipartisme (Ikpo, 2016), son histoire n'a jamais permis au pays de prétendre à une place honorable dans le classement des pays démocratiques. A titre d'exemple, le Democracy Index du Economist Intelligence Unit (2019) classe la Côte d'Ivoire 111<sup>ème</sup> sur 167 pays du monde, le rangeant dans la catégorie « régime hybride », c'est-à-dire à mi-chemin entre une démocratie imparfaite et un régime autoritaire.

L'actualité illustre les défis démocratiques que le pays continue à affronter, comme la demande de l'Association de la Presse Etrangère (APECI) que les autorités fassent cesser toutes sortes de harcèlement aux journalistes (Camara, 2020) ou encore le fait que le gouvernement ne reconnaisse pas la compétence de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (2020) par rapport au mandat d'arrêt émis contre l'ex-Président de l'Assemblée Nationale Soro Guillaume et l'emprisonnement de ses collaborateurs (Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, 2020; Zébéyoux, 2020).

Dans ce contexte, l'on se pose la question à savoir, la démocratie est-elle mythe ou réalité en Côte d'Ivoire? Quelle est la demande de démocratie dans ce pays d'Afrique occidentale? Et quelle est l'offre de démocratie, ce qui correspond à la pratique effective de la démocratie telle que perçue par les populations?

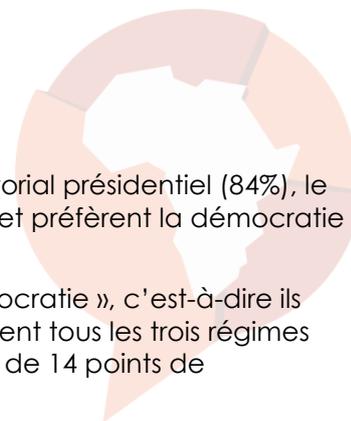
La présente analyse des données des enquêtes d'Afrobarometer suggère une offre de démocratie insuffisante comparée à la demande populaire. La liberté d'opinion est demandée, mais surtout le respect des pouvoirs judiciaire et législatif par rapport au pouvoir exécutif reste insatisfaisant pour la majorité des citoyens. L'appréciation de plusieurs indicateurs canoniques de la démocratie dans la présente étude a pour but de faire un bilan à ce stade de notre patrie.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer en Côte d'Ivoire, dirigée par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014, et 2017.

## Résultats clés



- La grande majorité des Ivoiriens rejettent le régime dictatorial présidentiel (84%), le régime de parti unique (81%), et le régime militaire (78%) et préfèrent la démocratie à tout autre système gouvernemental (73%).
  - La moitié (51%) des Ivoiriens « demandent la démocratie », c'est-à-dire ils préfèrent la démocratie et en même temps rejettent tous les trois régimes autoritaires. La demande de démocratie a chuté de 14 points de pourcentage depuis 2014.
- L'offre perçue de démocratie est de moitié inférieure à la demande, et reflète une récente chute après une période de gains.
  - Les citoyens jeunes, d'un haut niveau d'instruction, pauvres, proches d'un parti d'opposition sont les plus critiques de l'offre de démocratie dans leur pays.
  - Seuls quatre Ivoiriens sur 10 (soit 43%) pensent que leur pays est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs ».
  - Seul un tiers des Ivoiriens (soit 34%) sont « assez satisfaits » ou « très satisfaits » de la démocratie dans leur pays.
- Nombreux sont les Ivoiriens (76%) qui affirment que les gens sont « souvent » ou « toujours » traités inégalement devant la loi.
- Le respect des pouvoirs judiciaire et législatif par le président de la République est peu perçu par les populations.
- La moitié (49%) des Ivoiriens estiment être « pas du tout libre » ou « pas très libre » d'exprimer leurs opinions.
- Cinq citoyens sur 10 (53%) estiment que les médias ne sont pas libres de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement. Mais ils sont sept sur 10 (73%) à considérer que les médias diffusent des informations qu'ils savent fausses.
- Environ six Ivoiriens sur 10 déclarent que les élections n'assurent ni que les représentants du Parlement reflètent les vues des électeurs (58%) ni que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne combent pas leurs attentes (64%).
- Mais la majorité des citoyens affirment que leurs toutes dernières élections étaient libres (62%) et qu'ils se sentent libres d'adhérer à une organisation politique de leur choix (67%) et de choisir leurs élus sans pression (75%).

## Mesure de la demande et de l'offre perçue de démocratie

Pour mesurer la demande et l'offre perçue de la demande de démocratie en Côte d'Ivoire, nous nous appuyons sur l'approche d'évaluation développée par Afrobarometer (Tableau 1). Conceptuellement, la demande de démocratie renvoie au sentiment d'attachement des individus à la démocratie, mesuré par deux indicateurs. Le premier est la préférence à la démocratie. Il apparaît dans la question qui suit:

*Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?*

*Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.*

*Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.*

*Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.*

Les réponses de l'Affirmation 1 renvoient à l'indicateur de la demande de démocratie.

L'autre indicateur, composite, porte sur le rejet de l'autoritarisme voire des régimes non-démocratiques. Il se retrouve à travers les questions suivantes:

*Il y'a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?*

- A. *Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.*
- B. *L'armée intervient pour diriger le pays.*
- C. *Les élections et le Parlement sont abolis de sorte que le président puisse seul décider de tout.*

Ce sont les réponses « en désaccord » et « tout à fait en désaccord » avec ces trois alternatives qui sont retenues et associées à la demande de démocratie.

Concernant l'offre perçue de démocratie, elle représente la mesure de l'opinion des citoyens sur la pratique effective de la démocratie à partir de deux questions. La première question évalue le niveau de démocratie:

*À votre avis, quel est le niveau de la démocratie en Côte d'Ivoire aujourd'hui? Diriez-vous une pleine démocratie, une démocratie avec des problèmes mineurs, une démocratie avec des problèmes majeurs, ou pas une démocratie?*

Ici, seules les réponses considérant la Côte d'Ivoire comme « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » sont retenues et associées à travers une seule modalité.

La seconde question mesure le degré de satisfaction avec le fonctionnement actuel de la démocratie du pays. Celle-ci se présente de la façon suivante:

*Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne en Côte d'Ivoire?*

Sont considérées que les réponses des personnes affirmant être « assez satisfaites » ou « tout à fait satisfaites ».

**Tableau 1: Mesure de la demande et de l'offre perçue de démocratie**

Indicateur composite	Mesure
<b>Demande de démocratie</b>	Préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement et Rejettent le régime dictatorial présidentiel, le régime militaire, et le régime de parti unique
<b>Offre perçue de démocratie</b>	Niveau de démocratie: « Une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » et Degré de satisfaction en matière de démocratie: « Assez satisfait » ou « très satisfait »

En outre, la présente étude s'appuie sur les dimensions classiques de démocratie libérale (Morlino, 2010; Enquête Sociale Européenne, 2014), comme les élections libres et équitables, les libertés civiles, l'égalité devant la loi, et la fiabilité des médias (Tableau 2). Étant perçus comme des éléments pertinents pour avoir un aperçu du fonctionnement de la démocratie, c'est sur cette base que les indicateurs ont été identifiés afin de faire l'objet d'une analyse descriptive.



**Tableau 2 : Dimensions de la démocratie libérale**

Égalité devant la loi
Élections libres et équitables
Contrôle et équilibre du pouvoir du gouvernement
Justification des décisions par le gouvernement
Fiabilité des médias
Responsabilité rétrospective via les élections
Protection des droits des minorités
Liberté des médias
Opposition libre de critiquer le gouvernement
Offre différenciée des partis
Participation au débat politique
Réactivité envers les autres gouvernements

Source: Enquête Sociale Européenne, 2014

## Demande de démocratie en Côte d'Ivoire

L'estimation de la demande de démocratie passe, d'une part, par le rejet des citoyens des régimes non-démocratiques et, d'autre part, par leur préférence de la démocratie. En 2019, l'opinion par rapport à ces indicateurs est sans ambiguïté.

A travers les données d'Afrobarometer, nous observons qu'une grande majorité des Ivoiriens rejettent les formes de régimes autoritaires. En effet, environ huit répondants sur 10 sont opposés au régime dictatorial-présidentiel (84%), au régime de parti unique (81%), et au régime militaire (78%). En plus, près de trois quarts (73%) des Ivoiriens affirment leur préférence pour la démocratie comme type de gouvernement.

Mais quand nous regardons quelles proportions préfèrent la démocratie et en même temps rejettent tous les trois régimes autoritaires, la demande de démocratie représente juste la moitié (51%) des Ivoiriens, ce qui est une illustration du soutien mitigé de la démocratie en Côte d'Ivoire (Figure 1).

La demande de démocratie en Côte d'Ivoire s'exprime avec des différences sur le plan socio-démographique (Figure 2). Les partisans des partis d'opposition manifestent une plus forte demande de démocratie (61%) par rapport à ceux du Rassemblement des Houphouëtistes Pour la Démocratie et la Paix (RHDP) (45%), la coalition au pouvoir.<sup>1</sup> Ce sentiment est légèrement moins prononcé chez les personnes qui se considèrent « pas proches d'un parti politique » (48%) par rapport aux « proches d'un parti politique » (54%).

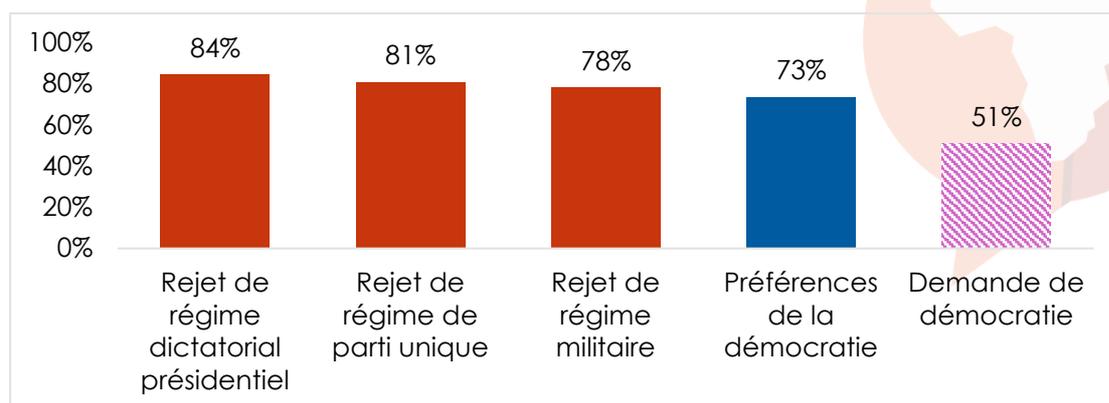
On remarque que la demande de démocratie apparaît un peu plus élevée chez les hommes (53%) que chez les femmes (48%) et qu'elle augmente avec l'âge, allant de 47% chez les jeunes jusqu'à 58% pour la classe de 56 ans et plus. De même, la demande de démocratie apparaît plus prononcée chez les citoyens qui ont un niveau d'instruction supérieur (56%) ou secondaire (55%) que chez les moins instruits (45%-46%).

De plus, les Ivoiriens qui font l'expérience d'une pauvreté vécue<sup>2</sup> présentent une demande de démocratie plus forte (49%-54%) que les mieux nantis (45%).

<sup>1</sup> Afrobarometer détermine l'affiliation politique en fonction des réponses aux questions, « *Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique?* » et, si oui, « *De quel parti s'agit-il?* »

<sup>2</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de carburant pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes, Dulani, et Gyimah-Boadi (2016) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 1: Indicateurs de la demande de démocratie | Côte d'Ivoire | 2019**



**Questions posées aux répondants:**

Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.

L'armée intervient pour diriger le pays.

Les élections et le Parlement sont abolies de sorte que le président puisse tout décider.

(% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » pour chacune des trois alternatives)

Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

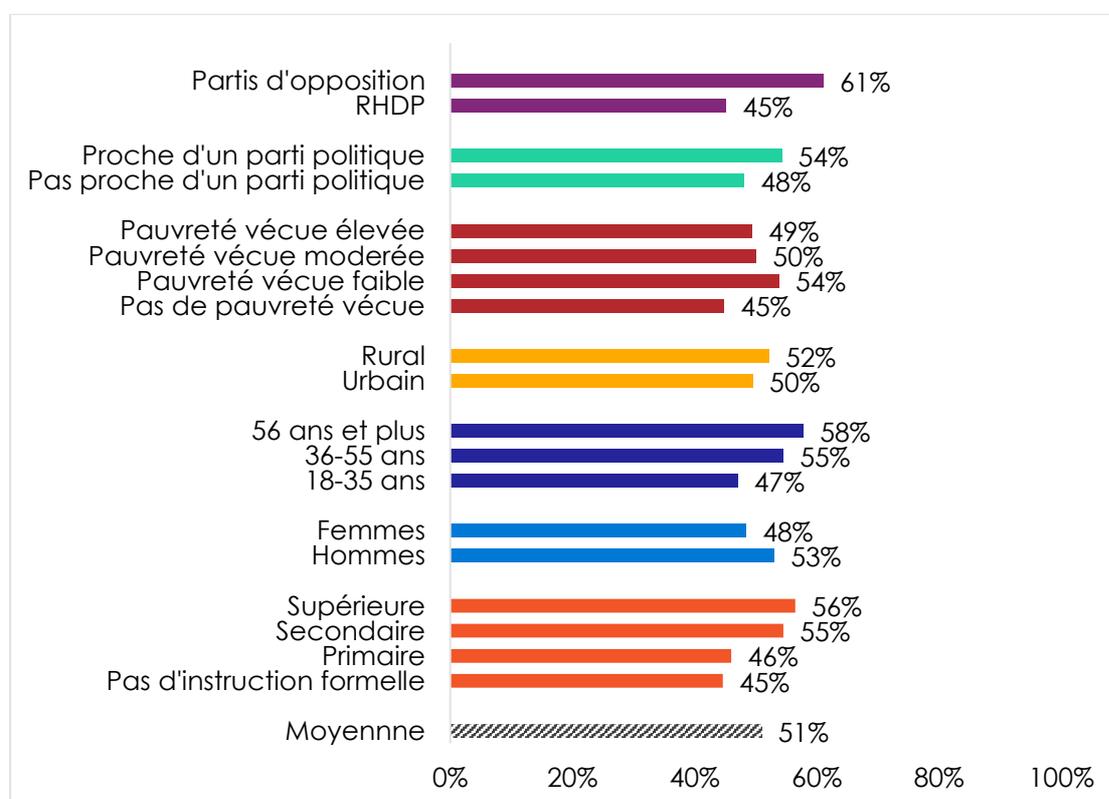
Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2: Un gouvernement non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

(% de ceux qui répondent par l'Affirmation 1)

**Figure 2: La demande de démocratie | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019**

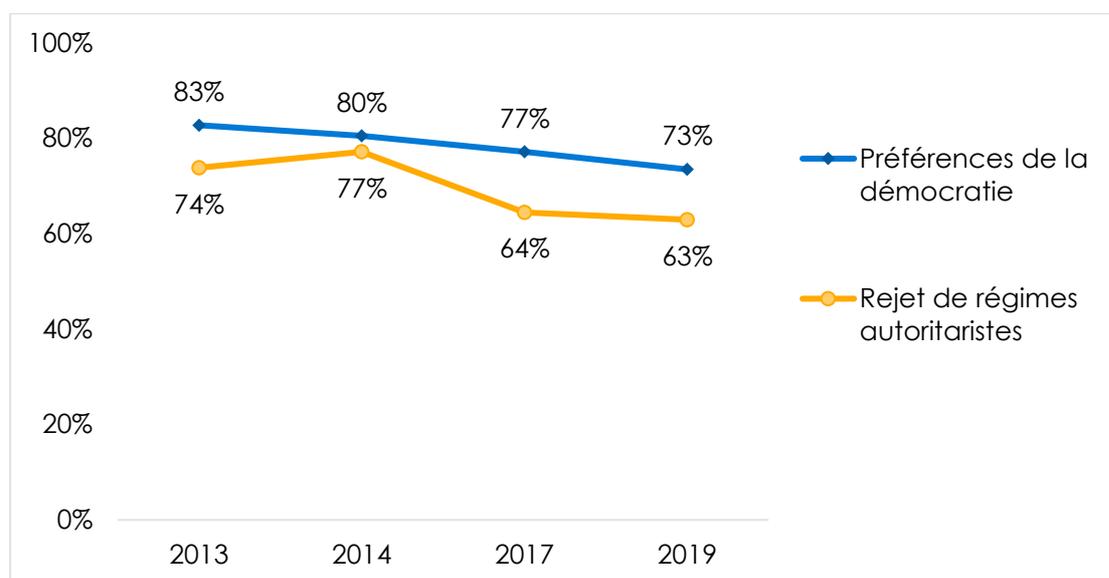


La figure montre le % de ceux qui demandent la démocratie, c'est-à-dire qui préfèrent la démocratie ET rejettent trois types de régimes autoritaires.

Les indicateurs de demande de démocratie ont connu quelques variations dans le temps (Figure 3). Suivant les données, la préférence de la démocratie a chuté de 10 points de pourcentage entre 2013 (83%) et 2019 (73%). Quant aux Ivoiriens qui rejettent les régimes autoritaires, la tendance a également marqué une évolution à la baisse. En 2013 (74%) et 2014 (77%), en moyenne trois quarts des Ivoiriens présentaient un sentiment de refus à l'autoritarisme pendant qu'en 2019, cette proportion ne représente que moins de deux tiers (63%).

Ce résultat voudrait-il signifier un manque d'attachement des citoyens aux principes démocratiques? Ou reflète-il plutôt les récentes évolutions de l'environnement politique du pays, avec un fossé grandissant entre les partisans du régime au pouvoir, adhérant à une continuité de ses gouvernants, et les partisans de l'opposition, impatients pour une alternance au pouvoir?

**Figure 3: Variation des indicateurs de la demande de démocratie | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Questions posées aux répondants:**

*Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?*

*Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.*

*L'armée intervient pour diriger le pays.*

*Les élections et le Parlement sont abolies de sorte que le président puisse tout décider.*

*(% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » pour chacune des trois alternatives)  
Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?*

*Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.*

*Affirmation 2: Un gouvernement non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.*

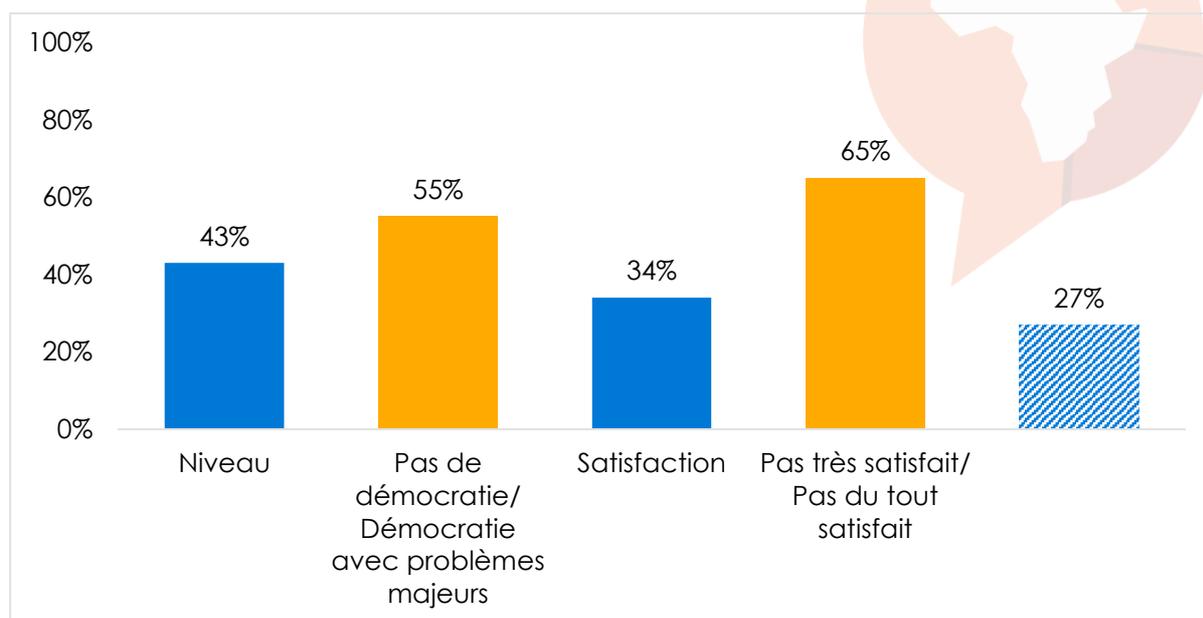
*Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.*

*(% de ceux qui répondent par l'Affirmation 1)*

**Un déficit dans l'offre de démocratie**

Si une petite majorité des Ivoiriens demandent la démocratie, ce n'est que quatre Ivoiriens sur 10 (soit 43%) qui pensent que leur pays est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs », et à peine un tiers (soit 34%) qui sont « assez satisfaits » ou « très satisfaits » de son fonctionnement. De ces deux indicateurs découlent ainsi l'offre perçue de démocratie, qui est appréciée par près de trois Ivoiriens sur 10 (soit 27%) (Figure 4).

**Figure 4: Indicateurs de l'offre perçue de démocratie | Côte d'Ivoire | 2019**



**Questions posées aux répondants:**

À votre avis, quel type de démocratie la Côte d'Ivoire est-elle aujourd'hui?

Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie aujourd'hui?

D'un point de vue socio-démographique, la perception de l'offre de démocratie en Côte d'Ivoire laisse transparaître quelques disparités (Figure 5). Les partisans des partis d'opposition sont beaucoup moins enclins à voir un niveau acceptable de démocratie (11%) que ceux du parti au pouvoir (55%). On note aussi que la perception de l'offre de démocratie est un peu moins forte chez les personnes « pas proches d'un parti politique » (26%) que chez celles qui se considèrent « proches d'un parti politique » (30%), ainsi que chez les jeunes (27%) comparés aux vieux (33%).

L'appréciation de l'offre de démocratie est beaucoup moins prononcée chez les personnes pauvres, allant de juste 21% pour ceux qui ont connu une pauvreté vécue élevée jusqu'à 41% chez les mieux nantis. Par contre, l'opinion positive sur l'offre de démocratie apparaît

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

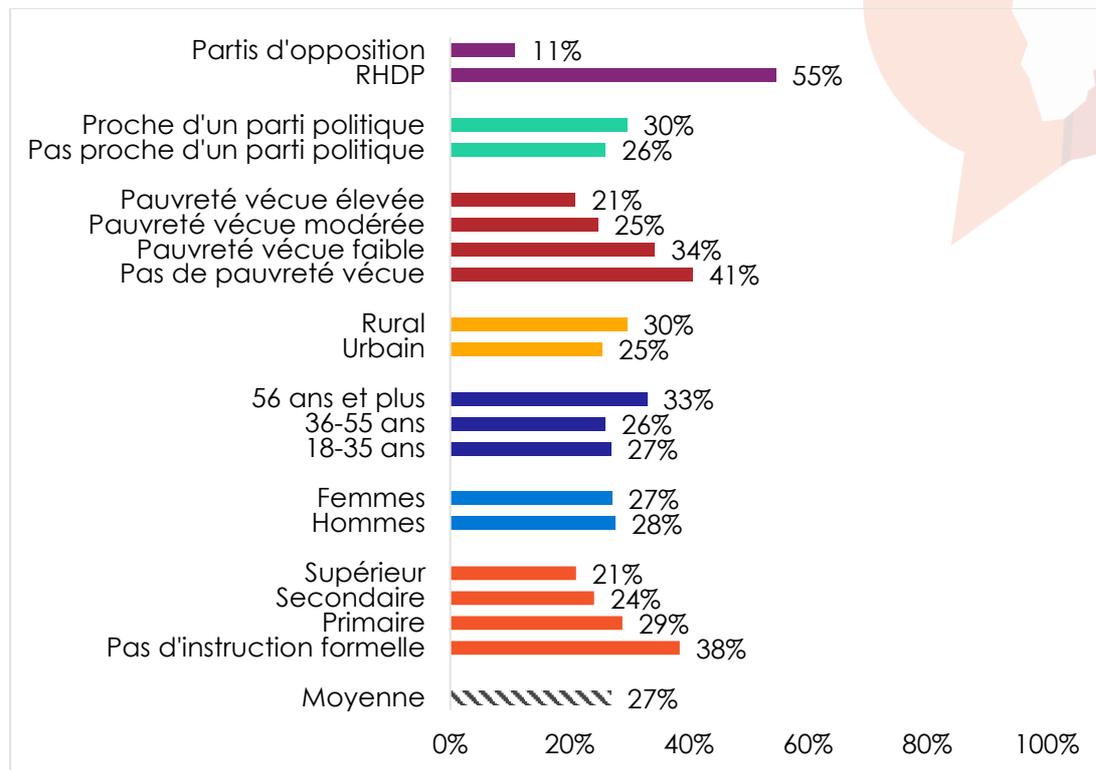
---

beaucoup plus faible chez les personnes ayant un niveau d'étude supérieur (21%) que parmi celles avec des niveaux secondaire (24%), primaire (29%), ou pas d'instruction formelle (38%).

Les tendances des indicateurs composites de l'offre perçue de démocratie connaissent une chute après une période à la hausse (Figure 6). De 2013 à 2017, la proportion des Ivoiriens qui considéraient leur pays comme « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » s'était élevée d'un tiers (35%) à la moitié (50%) des répondants, soit un bond de 15 points de pourcentage. Dans le même sens, la proportion de ceux qui estimaient être « assez satisfaits » ou « très satisfaits » de la démocratie dans leur pays évoluaient de 30% à 41%, soit un croît de 11 points.

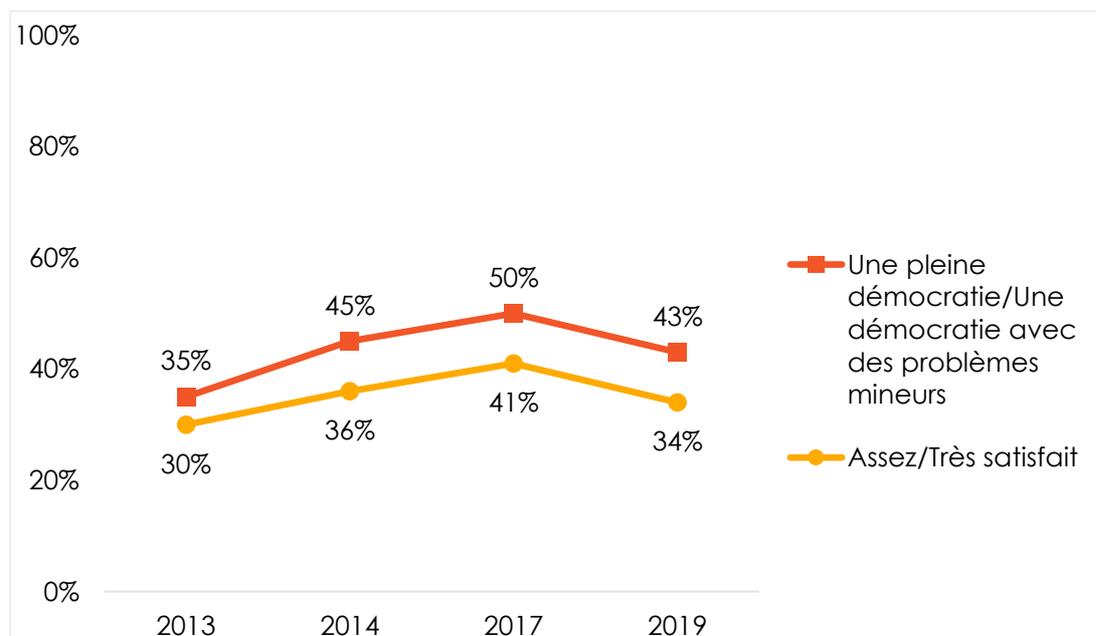
Mais en 2019, la proportion de ceux qui jugent leur pays comme « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » a chuté à quatre sur 10 (43%, soit une récession de 7 points), et ceux qui se déclarent satisfaits de son fonctionnement à 34%.

**Figure 5: L'offre perçue de démocratie** | par groupe socio-démographique  
| Côte d'Ivoire | 2019



La figure montre le % de ceux qui perçoivent une offre adéquate de démocratie, c'est-à-dire qui disent que le pays est « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » ET qui sont « assez » ou « très » satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne.

**Figure 6: Variation des indicateurs de l'offre perçue de démocratie** | Côte d'Ivoire  
| 2013-2019



**Questions posées aux répondants:**

A votre avis, quel est le niveau de démocratie en Côte d'Ivoire aujourd'hui?

Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne en Côte d'Ivoire?

## Un constat de fragilité persistante de la démocratie en Côte d'Ivoire

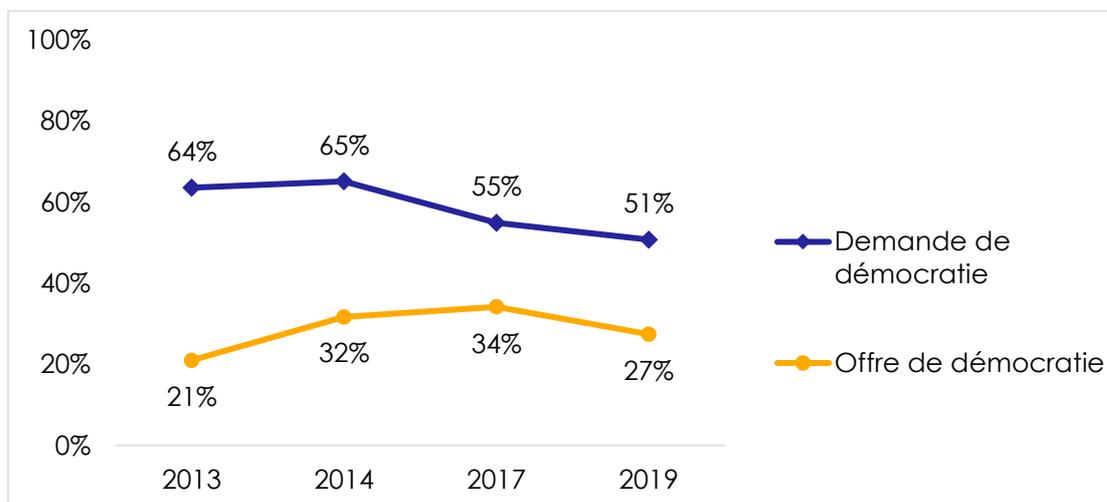
L'histoire de la Côte d'Ivoire post-coloniale est dominée par une succession de régimes dont la gouvernance démocratique laisse à désirer. En effet, de 1960, date de son indépendance, à 1990, le pays a été dirigé par un régime de parti unique (N'Guessan, 2011). Toutefois, face au népotisme et à la caporalisation de tous les pouvoirs par ses tenants, ce type de régime a finalement été abandonné au profit d'une ouverture à la démocratie et au multipartisme en 1990.

Malgré cette offre nouvelle, l'élan fut stoppé à la suite d'un coup d'état, qui instaurera un régime militaire entre décembre 1999 et octobre 2000 (Akindès, 2008). Au-delà de cette période, les régimes qui ont accédé au pouvoir l'ont été tous dans des conditions de crises marquées par une ethnicisation et une brutalisation du champ politique (Yao, 2013).

Même depuis un retour à la stabilité politique amorcé après la crise politico-militaire de 2011, le positionnement pas très prestigieux du pays dans le Democracy Index du Economist Intelligence Unit (2019) dénote d'une fragilité persistante de la gouvernance démocratique en Côte d'Ivoire. Cette réalité transparait aussi à travers un paradoxe perceptible dans les enquêtes d'Afrobarometer. Les résultats montrent que malgré une affection majoritaire à la démocratie, son mauvais fonctionnement est largement fustigé.

Pour preuve, nous constatons que l'offre de démocratie telle que perçue par les Ivoiriens est de moitié inférieure à sa demande. De façon spécifique, l'offre de démocratie est passée de 21% en 2013 à 34% en 2017 avant de s'affaïsser en 2019 (27%, un recul de 7 points). La demande de démocratie, quant à elle, concernait plus de six Ivoiriens sur 10 sur la brève période de 2013-2014 avant de connaître une baisse notable qui s'est poursuivie jusqu'en 2019, où elle représente cinq Ivoiriens sur 10 (51%) (Figure 7).

**Figure 7: Variation de la demande et de l'offre de démocratie | Côte d'Ivoire**  
| 2013-2019

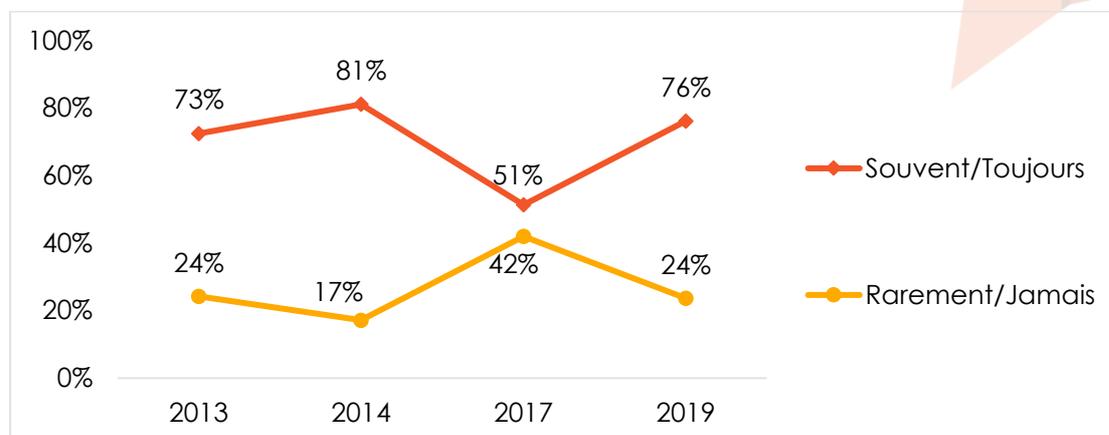


Les analyses confortant l'opinion de la fébrilité de la démocratie en Côte d'Ivoire sont aussi perceptibles à travers plusieurs indicateurs propres aux dimensions de la démocratie libérale, comme l'égalité devant la loi, le respect des pouvoirs judiciaire et législatif par l'exécutif, l'efficacité des élections, et la liberté des médias.

L'égalité devant la loi est une pierre angulaire de l'état de droit et un indicateur de la bonne santé de toute démocratie. Mais à ce niveau, plus de trois quarts (76%) des citoyens en Côte d'Ivoire affirment que les gens sont « souvent » ou « toujours » traités inégalement devant la loi (Figure 8). Cela représente un rebond de 25 points de pourcentage après une baisse à 51% en 2017.

Ces opinions laissent penser à une partialité de la justice. Les procès diligentés contre les voix discordantes au pouvoir exécutif et le manque de volonté de traduire devant les tribunaux des acteurs du régime accusés des actes délictueux sont autant d'éléments qui confortent cette idée et qui sont d'ailleurs périodiquement dénoncés par des organisations de droits humains comme Amnesty International (2018).

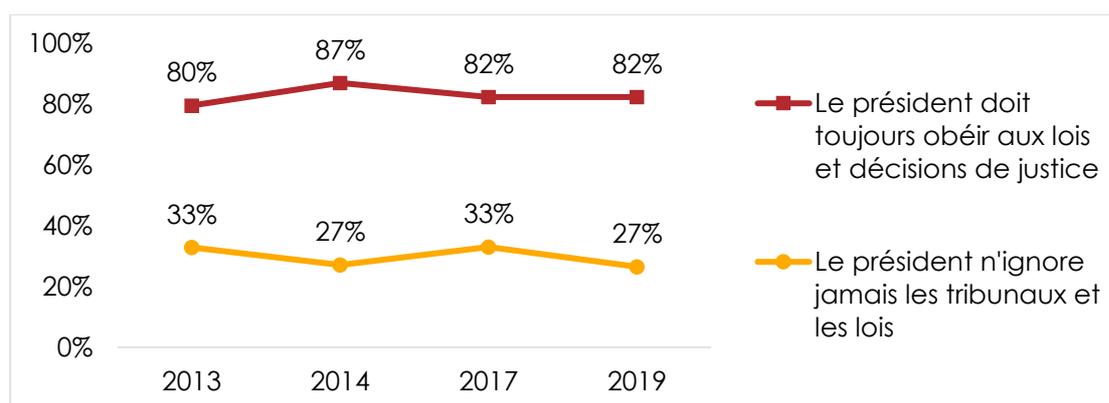
**Figure 8: Populations traitées inégalement devant la loi | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Questions posées aux répondants:** Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les gens sont traités inégalement devant la loi?

Sur la question de l'équilibre des pouvoirs, les opinions présentent un gap important et persistant entre la nécessité de respecter les lois et les décisions de justice, d'une part, et leur respect effectif par le président de la République, d'autre part. En effet, la plupart (82%) des Ivoiriens estiment que le président doit toujours obéir aux lois et décisions de justice même s'il estime qu'elles sont erronées. Cette demande de respect du pouvoir judiciaire reste plus ou moins stable depuis 2013 (Figure 9). En même temps, ce ne sont qu'autour de trois Ivoiriens sur 10 (27% en 2019) qui depuis 2013 affirment que le président n'ignore « jamais » les tribunaux et les lois.

**Figure 9: Respect du pouvoir judiciaire par le président: Demande et offre**  
| Côte d'Ivoire | 2013-2019



**Questions posées aux répondants:**

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Puisque le président de la République a été élu pour diriger le pays, il ne devrait pas être contraint par des lois ou des décisions de la justice qu'il estime erronées.

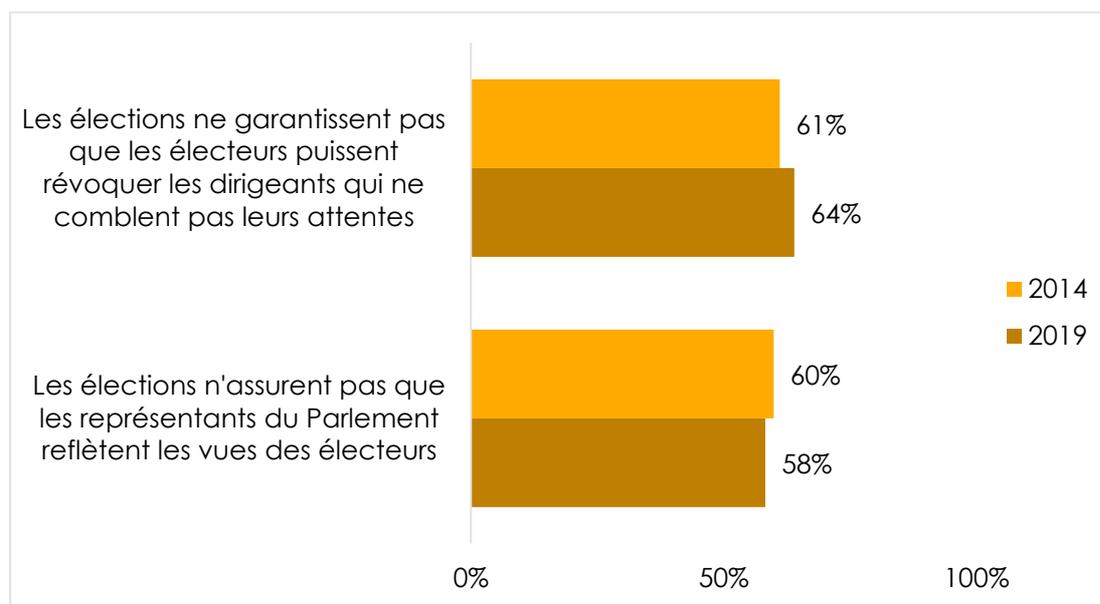
Affirmation 2: Le président de la République doit toujours obéir aux lois et aux décisions de justice, même s'il pense qu'elles sont erronées.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que le président de la République ignore-t-il les tribunaux et lois de ce pays?

Au sujet des élections, les Ivoiriens sont majoritaires à constater que leur possibilité à pouvoir maintenir ou non leurs élus (selon les performances) au travers d'élections, un critère important pour l'estimation de la maturité démocratique d'un état, est encore faible. En effet, environ six Ivoiriens sur 10 (58%) déclarent que les élections ne permettent « pas du tout bien » ou « pas très bien » que les représentants du Parlement reflètent les vues des électeurs. Une proportion similaire (64%) des Ivoiriens affirment que les élections ne permettent « pas du tout bien » ou « pas très bien » que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes (Figure 10).

**Figure 10: Efficacité des élections** | Côte d'Ivoire | 2014-2019



**Questions posées aux répondants:** Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Combien les élections:

Assurent-elles que les représentants du Parlement reflètent les vues des électeurs?

Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?

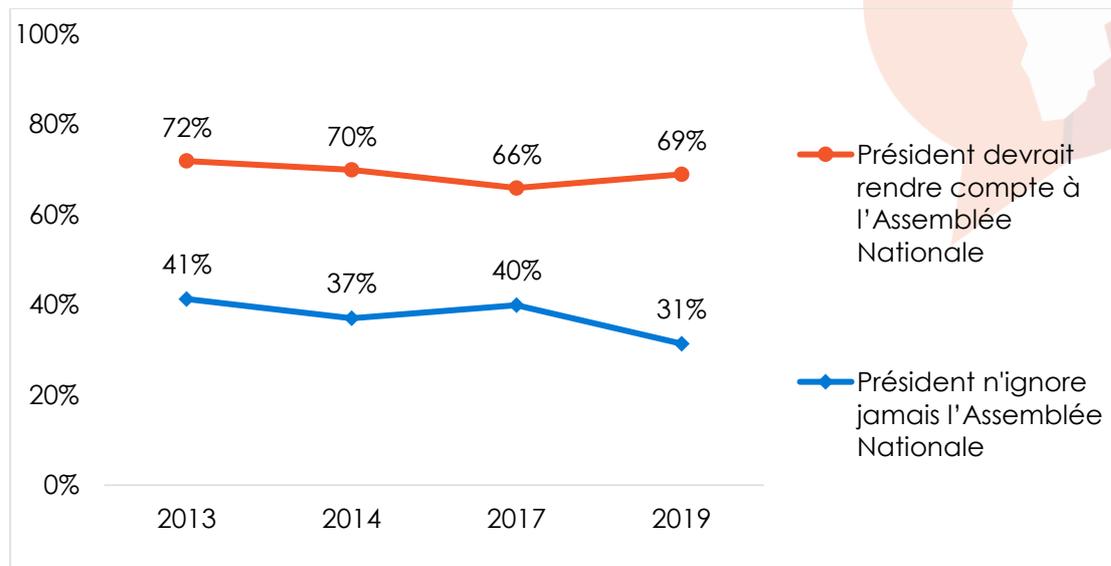
(% de ceux qui répondent « pas très bien » ou « pas du tout bien »)

Les régimes démocratiques admettent la redevabilité du président envers le Parlement comme une obligation. Toutefois, en Côte d'Ivoire, une partie importante de la population semble croire que cette pratique n'est pas encore assez bien enracinée: Ils sont seulement trois répondants sur 10 (31%) à soutenir que le président de la République n'ignore « jamais » le Parlement pour faire ce qu'il veut. En 2013, ils étaient de 41% (Figure 11).

Et pourtant, la majorité des citoyens pensent que le Parlement devrait veiller à ce que le président lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent public. Leur proportion est autour de sept sur 10 depuis 2013 (69% en 2019).

Ces tendances démontrent dans l'ensemble l'attachement d'une majorité des Ivoiriens à un gouvernement de contre-pouvoirs. Les parlementaires, qui doivent veiller à l'évaluation des politiques publiques, devraient alors affirmer leur indépendance vis-à-vis de l'exécutif – un souhait qui contraste avec la réalité. Ainsi, pour reprendre le constat de l'analyste politique André Silver Konan (2019), la majorité parlementaire acquise au pouvoir semble aux ordres du gouvernement, ce qui donne à l'exécutif un « blanc-seing » à tous projets, même quand ceux-ci sont contestés par les populations.

**Figure 11: Redevabilité du président de la République envers le Parlement: Demande et offre | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Questions posées aux répondants:**

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Le Parlement devrait veiller à ce que le président de la République lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent des contribuables.

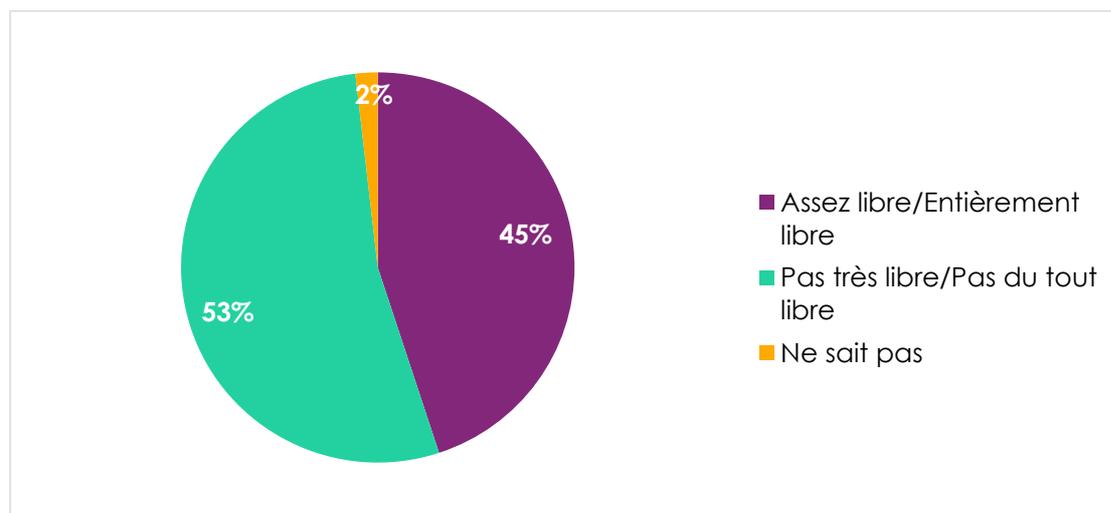
Affirmation 2: Le président de la République devrait se concentrer entièrement sur le développement du pays au lieu de perdre son temps à justifier ses actions.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que le président de la République ignore-t-il l'Assemblée Nationale et fait ce qu'il veut?

Tout pays démocratique se doit de garantir aux médias une liberté d'exercer sans contrainte. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, le sentiment des citoyens exprime des signes d'insuffisances à ce niveau. En effet, la majorité (53%) considère que les médias ne sont « pas du tout libres » ou « pas très libres » de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement, contre 45% qui pensent que les médias sont « entièrement » ou « assez » libres (Figure 12).

**Figure 12: Liberté des médias | Côte d'Ivoire | 2019**



**Question posée aux répondants:** À votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement?

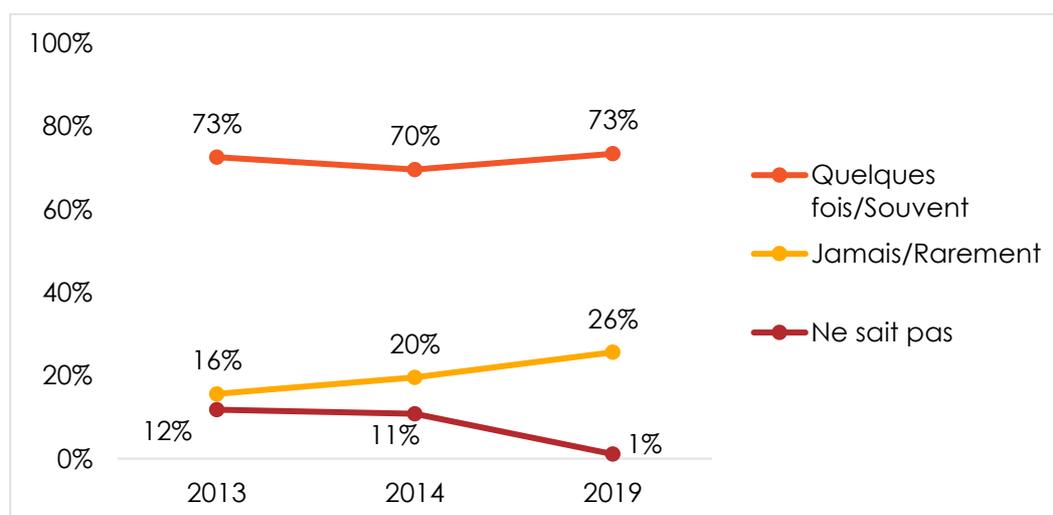
Ces données critiques semblent se justifier par les atteintes répertoriées au niveau des libertés des médias. Reporters Sans Frontières (2019) en identifie plusieurs. Dans son dernier rapport, cette organisation internationale constate que même s'il y a eu « peu d'atteintes à la liberté de la presse en Côte d'Ivoire en 2019, les agressions contre les journalistes de la part des forces de l'ordre, notamment en marge des manifestations, n'ont pas disparu ». Cela montre que beaucoup reste encore à faire pour une réelle liberté des médias ivoiriens.

En plus de la liberté, la fiabilité des médias est sans conteste un moyen qui permet de favoriser un bon fonctionnement de la gouvernance et du soutien à la dynamique démocratique dans un pays. Elle est toutefois remise en question par une majorité de citoyens en Côte d'Ivoire.

En effet, de 2013 à 2019, en moyenne plus de sept répondants sur 10 notent que « souvent » ou « quelques fois » les médias et les journalistes diffusent des informations qu'ils savent fausses (Figure 13).

Ces tendances montrent que la perception de la crédibilité accordée aux médias en Côte d'Ivoire est assez contestée. Dans une certaine mesure, cette situation pourrait traduire une perte de la confiance des Ivoiriens envers les professionnels des médias. Cela semble étroitement lié au fait que rares sont les principaux acteurs de l'univers médiatique du pays qui ne sont pas idéologiquement rattachés à des partis politiques. Fort de cela, tout semble aller dans le sens de la thèse suivant laquelle le monde des médias ivoiriens manque d'éthique ou d'une certaine indépendance pour mieux contribuer à une dynamique démocratique.

**Figure 13: Fiabilité des médias | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** Dites-moi, s'il vous plaît, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses: Les médias et les journalistes?

S'il n'y a pas de liberté d'opinion, il n'y a pas de démocratie. De même, lorsqu'un état déroge à ce principe, cela donne à questionner sa consistance démocratique.

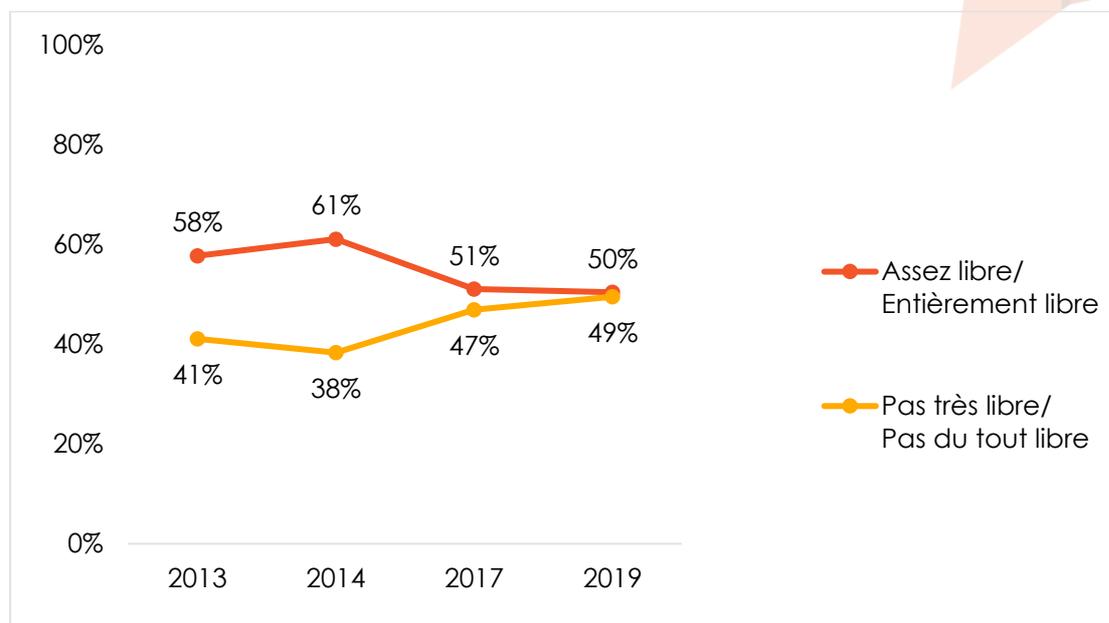
En Côte d'Ivoire, les tendances sur la satisfaction de la liberté d'opinion restent insuffisantes pour de nombreux citoyens. On remarque que la proportion des Ivoiriens qui estiment être « pas du tout libres » ou « pas très libres » d'exprimer leur opinion s'est accrue de quatre sur 10 (41%) en 2013 à cinq sur 10 (49%) en 2019 (Figure 14).

Cette faible perception des Ivoiriens se traduit par les entorses au respect de la liberté d'expression dénoncées par certaines organisations de droits humains comme Amnesty International. Dans son rapport paru en 2019, cette organisation reconnaît parmi ces entorses des cas d'interpellation arbitraire de citoyens pour motif de délits d'opinion et le

bâillonnement et la censure dont sont victimes notamment certains journalistes et des acteurs de l'opposition politique. Il est aussi reconnu un faible accès des opposants politiques aux médias publics. Tout ceci devrait inciter les gouvernants du pays au strict respect des libertés d'opinion comme le prévoit la Constitution ivoirienne dans son Article 19.<sup>3</sup>



**Figure 14: Liberté d'opinion | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer votre opinion?

### Quelques aspects positifs de la démocratie en Côte d'Ivoire

Pour les populations ivoiriennes, il existe quelques aspects positifs dans le fonctionnement de leur démocratie, bien que plusieurs indicateurs démontrent sa fragilité.

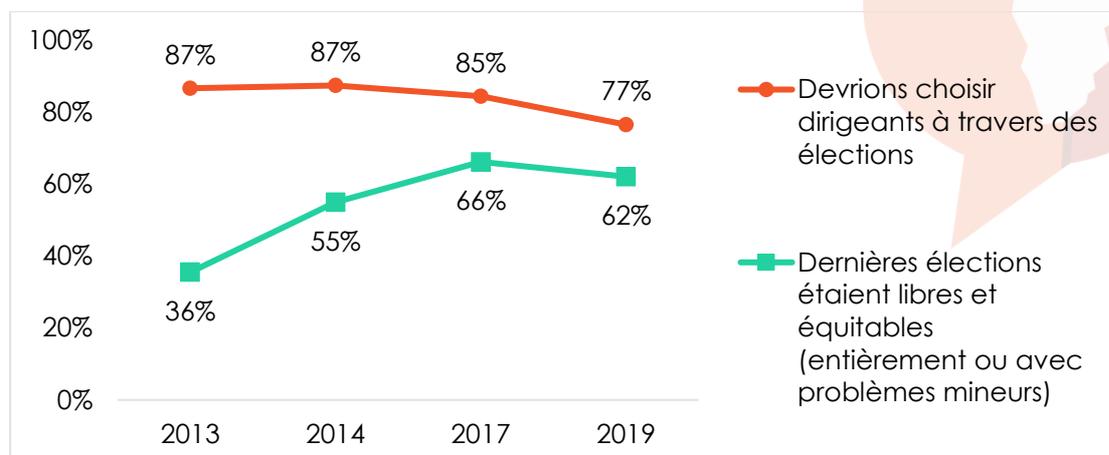
Par exemple, au sujet des conditions de tenue des élections, l'opinion critique semble minoritaire au fil des années. En effet, selon les enquêtes d'Afrobarometer, la proportion des Ivoiriens qui estiment que leurs toutes dernières élections étaient « entièrement libres et équitables » ou « libres et équitables avec des problèmes mineurs » est passée de 36% en 2013 à 62% en 2019 (Figure 15).

Aussi, dans un contexte où les enjeux électoraux cristallisent l'actualité, il semble que le désir des Ivoiriens d'avoir les élections libres et équitables parait largement partagé. Malgré une chute de 10 points de pourcentage depuis 2013, ceux qui soutiennent que nous devrions choisir nos dirigeants à travers des élections régulières, libres, et transparentes représentent trois quarts des Ivoiriens (77%).

Ce sentiment interpelle les acteurs politiques à créer pour les élections à venir des conditions acceptées de tous. Cela revient à chercher un consensus autour de la Commission Électorale Indépendante (CEI) afin d'éviter des suspicions et des troubles à la suite des élections qu'elle organise, comme ce fut le cas par le passé.

<sup>3</sup> « La liberté de pensée et d'expression, notamment la liberté de conscience, d'opinion philosophique ou de conviction religieuse ou de culte, sont garanties à tous. Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses idées. Ces libertés s'exercent sous la réserve du respect de la loi, des droits d'autrui, de la sécurité nationale et de l'ordre public. ... ».

**Figure 15: Demande et offre d'élections libres et équitables | Côte d'Ivoire**  
| 2013-2019



**Questions posées aux répondants:**

Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections étaient-elles libres et transparentes?

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

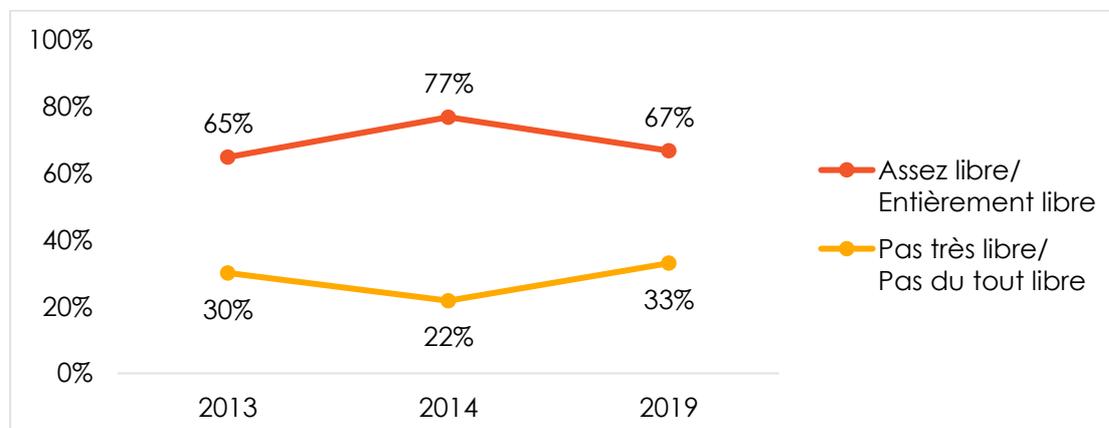
Affirmation 2: Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Si les régimes qui se sont succédés à la tête de la Côte d'Ivoire depuis son indépendance ont tout le temps été décriés comme étant liberticides, quelques avancements sont à constater depuis ces dernières années. Au niveau de la liberté d'adhésion aux organisations politiques, qui est un droit protégé par la Constitution à travers son Article 20, des notes positives sont perçues par les citoyens. La proportion de ceux qui estiment être « assez libres » ou « entièrement libres » d'adhérer à une organisation politique de leur choix est autour des deux tiers entre 2013 (65%) et 2019 (67%), sauf en 2014, où elle a connu un pic en atteignant les trois quarts des répondants (77%) (Figure 16).

L'existence de la minorité (33% en 2019) qui déclarent être « pas très libre » ou « pas du tout libre » peut se justifier par le fait des atteintes gravissimes enregistrées quand il est question des libertés des partisans de l'opposition politique qui sont empêchés de manifester ou de s'exprimer par menaces ou par emprisonnement.

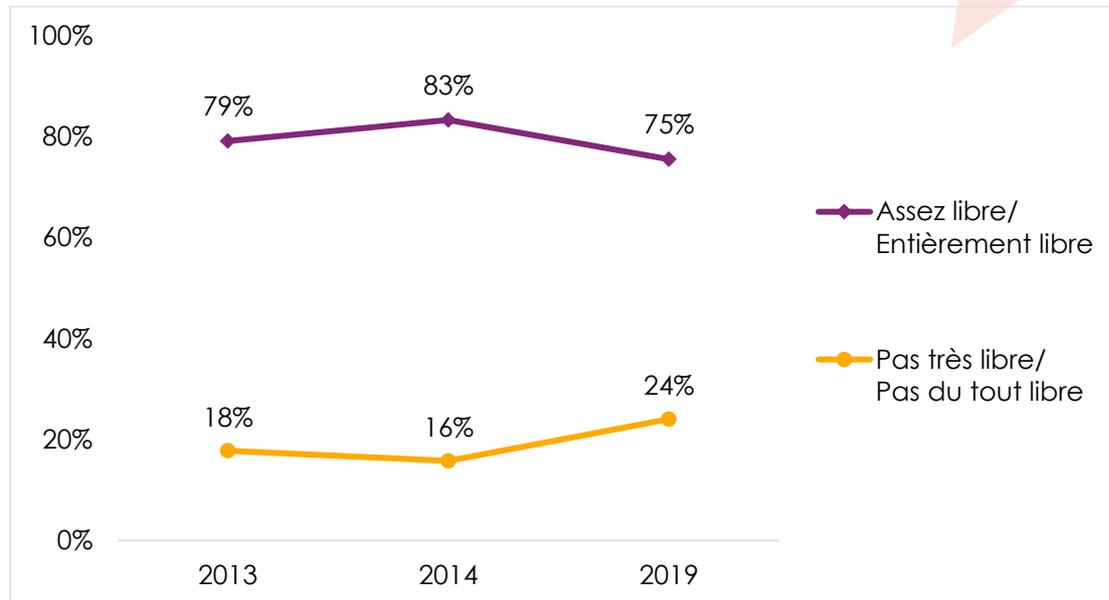
**Figure 16: Liberté d'adhésion à une organisation politique | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'adhérer à une organisation politique de votre choix?

La démocratie se définit aussi par la liberté des citoyens de choisir les personnes qu'ils souhaiteraient voir à des postes électifs. Les Ivoiriens pensent que la liberté de vote n'est pas vraiment menacée. En effet, ceux qui estiment être « assez libres » ou « entièrement libres » de choisir leurs élus sans pression lors d'un vote dominant avec 75%, légèrement en dessous des résultats de 2013 (79%) et 2014 (83%) (Figure 17).

**Figure 17: Liberté de choisir les élus sans pression lors d'un vote | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter?

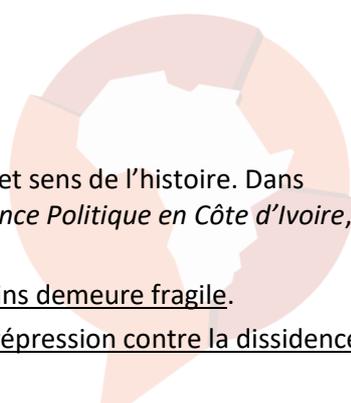
## Conclusion

Après 60 ans d'indépendance, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui encore en quête d'un raffermissement de sa gouvernance démocratique. L'enquête d'Afrobarometer confirme l'idée d'un fort attachement des Ivoiriens à la démocratie mais montre également qu'ils ont pleinement conscience des difficultés de la voir s'exercer et en demeurent insatisfaits.

Ils sont en effet majoritaires à se montrer critiques de l'offre de démocratie dans leur pays. Ce fait témoigne du sentiment des Ivoiriens qui perçoivent peu d'évolution quand il s'agit du respect des libertés des médias et d'opinion, de l'équilibre des pouvoirs, et de la garantie que les élus reflètent leurs vues.

Ces données suggèrent une fragilité persistante de la gouvernance démocratique en Côte d'Ivoire. Une telle situation ne présage rien de bon dans la mesure où elle peut déboucher sur des crises, comme celles qui ont déjà par le passé ébranlé le pays, ou céder le flanc à une déstabilisation comme le terrorisme qui gagne déjà du terrain dans les pays frontaliers tels que le Burkina Faso et le Mali. Bien qu'il faille saluer la décision du Président Alassane Dramane Ouattara de respecter la Constitution en ne se présentant pas à l'élection présidentielle de 2020 comme un pas important sur la voie de la démocratie, les informations présentées dans le présent document peuvent inciter les autorités de la Côte d'Ivoire et ses partenaires au développement à orienter la gouvernance du pays vers plus de démocratie pour le bien-être des citoyens.

## Références

- 
- Akindès, F. (2008). Racines des crises socio-politiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire. Dans Ouédraogo, J. B., & Ebrima Sall, *Frontière de la Citoyenneté et Violence Politique en Côte d'Ivoire*, pp. 25-61. Dakar, Sénégal: CODESRIA.
- Amnesty International. (2018). La situation en matière de droits humains demeure fragile.
- Amnesty International. (2019). Côte d'Ivoire. Arrestations arbitraires, répression contre la dissidence et actes de torture en amont de l'élection présidentielle.
- Camara, M. (2020). Côte d'Ivoire: L'association de la presse étrangère invite les autorités à faire cesser toutes sortes de harcèlement aux journalistes. Scooper. 2 avril.
- Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. (2020). Arrêt de la CADHP du 22 avril 2020.
- Economist Intelligence Unit. (2019). Democracy Index 2019.
- Enquête Sociale Européenne, (2014). Compréhensions et évaluations de la démocratie par les européens, principaux résultats de l'édition 4, 20 p.
- Ikpo, G. L. (2016). Côte d'Ivoire – enjeux démocratiques: Les acteurs politiques et leurs actions au sein de la société ivoirienne de 1940 à 2020. Paris: Université Sorbonne.
- Konan, A. S. (2019). En Côte d'Ivoire, le parlement est un contre-pouvoir ... légitimiste. Jeune Afrique. 5 juin 2010.
- Mattes, R. (2019). La démocratie en Afrique: La demande, l'offre, et le 'démocrate insatisfait'. Document de Politique No. 54 d'Afrobarometer.
- Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Dividende de la croissance? La pauvreté vécue décroît en Afrique. Afrobarometer Document de Politique No. 29.
- Morlino, L. (2010). Légitimité et qualité de démocratie. *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 196, 41-53.
- N'Guessan, K. (2011). Une réflexion récente en Côte d'Ivoire sur le multipartisme et l'ethnicisation de la vie politique: Faut-il regretter le parti-unique? Colloque du 1<sup>er</sup> Décembre sur le Thème de la Renaissance Africaine et les Leçons de la Crise Ivoirienne. Ministère de la Culture et de la Francophonie.
- Reporters Sans Frontières. (2019). Classement mondial de la liberté de la presse.
- Union Africaine. (2007). Charte africaine de la démocratie, des élections, et de la gouvernance.
- République de Côte d'Ivoire. (2016). Constitution ivoirienne. Loi N° 2016-886 du 8 novembre 2016..
- Yao, K. (2013). La vie politique en Côte d'Ivoire: De l'instauration du multipartisme à l'accord de Marcoussis. *EDUCI, Rév iv hist. No. 22*.
- Zébéyoux, A. (2020). L'état de Côte d'Ivoire a retiré sa déclaration de compétence à la CADHP. KOACI. 29 avril.

# AFRO BAROMETER

LET THE PEOPLE HAVE A SAY



**Pétanhangui Arnaud Yéo** est doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny et associé de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), le partenaire national d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire.

**Kaphalo Ségorbah Silwé** est directeur exécutif du CREFDI.

**Joseph Koné** est chargé des finances et associé de recherche au CREFDI.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou à contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site internet à l'adresse [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



**Photo de couverture:** Adaptée de UN/Hien Macline, sous licence CC BY-NC-ND 2.0.

Contact: [petanhangui@gmail.com](mailto:petanhangui@gmail.com);  
[segorbah7@gmail.com](mailto:segorbah7@gmail.com); [spiderone0@gmail.com](mailto:spiderone0@gmail.com)